

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université
Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche - Action
portant sur les discriminations - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la lutte contre les discriminations qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale.

Elle intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux.

Deux engagements intensifient l'implication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole :

- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;
- La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits.

Ces engagements ont conduit à créer un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

La première année de collaboration (2018-2019) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation.

Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde ;

Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

La deuxième année de collaboration (2019-2020) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation.

Recherche 3 : Le handicap et l'isolement social : dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), de nombreuses personnes handicapées connaissent un fort isolement social. Cette recherche a permis d'identifier les logiques à l'œuvre dans le processus d'isolement et de proposer la mise en œuvre d'actions pour l'éviter.

Recherche 4 : Les conditions de recrutement et l'accès à l'emploi des jeunes diplômés habitant un QPV.

La troisième année de collaboration (2020-2021) propose de s'intéresser aux champs de recherche suivants :

Recherche 5 : Mener une démarche de recherche action sur les discriminations dans l'accès au logement public et privé. Interroger les pratiques ; mener des actions de sensibilisation et encourager les actions favorisant les mobilités et la mixité sociale.

Recherche 6 : Interroger les discriminations subies par les femmes habitant les QPV dans l'accès à la formation et à l'emploi ; proposer des politiques publiques susceptibles de prévenir ces discriminations.

Les coûts de cette troisième année de fonctionnement (groupe de recherche et nouvelles actions de sensibilisation), estimés à 30 700 €, seront imputés au budget de la Direction de la Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier. Le montant de ces crédits comprend le montant de la recherche-action (25 317, 60 €) et le montant des actions de sensibilisation, et d'une communication complémentaire portées par la Ville (5 382, 40 €).

Il est à noter que cette troisième année de fonctionnement du groupe de recherche-action bénéficie en 2020 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2020 pour un montant de 24 560 € car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de collaboration de recherche portant sur la troisième année de fonctionnement du groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets 2020 et 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant au contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet d'avenant n°3.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-148483-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.